



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Extrait du  
Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts**

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Identifiant juridique : BOI-FORM-000025-20120912

Date de publication : 12/09/2012

Date de fin de publication : 08/10/2012

**Formulaire**

**Certificat d'exemption de retenue à la source (n° 2565-SD)**

---

Cachet du service

2565-SD  
(09-2005)

## CERTIFICAT

**EXEMPTION DE LA RETENUE A LA SOURCE<sup>1</sup> PRELEVEE TEMPORAIREMENT  
PAR LES AGENTS PAYEURS<sup>2</sup> ETABLIS**  <sup>3</sup>

 ARTICLE 13 DE LA DIRECTIVE 2003/48/CE DU CONSEIL DU 3 JUIN 2003  
EN MATIERE DE FISCALITE DES REVENUS DE L'EPARGNE SOUS FORME DE PAIEMENTS D'INTERETS

<b>CADRE N° 1</b>	<b>IDENTITE ET RESIDENCE DU BENEFICIAIRE EFFECTIF DES INTERETS<sup>4</sup></b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle Nom, prénom(s) :</li> <li>- Date et lieu de naissance :</li> <li>- Domicile fiscal :</li> </ul>
<b>CADRE N° 2</b>	<b>IDENTITE ET RESIDENCE DE L'AGENT PAYEUR<sup>2</sup></b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nom et prénom(s), dénomination ou raison sociale :</li> <li>- Adresse complète<sup>5</sup> :</li> </ul>
<b>CADRE N° 3</b>	<b>IDENTIFICATION DES CREANCES ET PRODUITS ASSIMILES CONCERNES</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Numéro(s) de compte (code IBAN) du bénéficiaire effectif :</li> <li> </li> <li>- A défaut, identification de la (des) créance(s) (dénomination et code ISIN ou autre code d'identification) :</li> </ul>

Je certifie que la personne désignée dans le cadre n° 1 a déclaré à l'administration fiscale française être bénéficiaire effectif<sup>6</sup> des intérêts payés sur le(s) compte(s) ou, à défaut, se rapportant à la (aux) créance(s) référencée(s) dans le cadre n° 3.  
Je certifie également que cette même personne est fiscalement domiciliée en France au sens de l'article 4 B du code général des impôts.

La durée de validité du présent certificat est de trois ans à compter de la date de sa délivrance.

A , le 200

*Nom, grade et signature du représentant de l'administration fiscale*

<sup>1</sup> En application de l'article 11 de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts.

<sup>2</sup> Au sens de l'article 4 de la directive précitée.

<sup>3</sup> Indiquer l'Etat appliquant la procédure d'exemption mentionnée au b du 1 de l'article 13 de la directive précitée.

<sup>4</sup> Au sens de l'article 3 de la directive précitée.

<sup>5</sup> Adresse complète du siège social ou du principal établissement s'il s'agit d'une personne morale.

<sup>6</sup> Au sens de l'article 2 de la directive précitée.

Identifiant juridique : BOI-FORM-000025-20120912

Date de publication : 12/09/2012

Date de fin de publication : 08/10/2012

**Commentaire renvoyant à ce document :**

[RPPM - Revenus de capitaux mobiliers, gains et profits assimilés - Prise en compte dans le revenu global - Imputation ou restitution du crédit d'impôt](#)